



Est-ce que le défaut de paiement des Etats-Unis va faire plonger l'économie mondiale?

Par [Olivier Renault](#)

Mondialisation.ca, 28 septembre 2021

[Observateur continental](#)

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Économie](#)

Le Trésor américain devrait manquer de fonds dès la mi-octobre. «La facture doit être payée et rapidement», informe le média américain *The Christian Science Monitor* (CSM), rajoutant: «si le Congrès n'autorise pas davantage d'emprunts, le pays fera défaut sur sa dette. Cela pourrait nuire non seulement à l'économie américaine, mais à celle du monde».

Le relèvement du plafond de la dette n'est pas nouveau. Il a été utilisé comme levier pour assurer une certaine discipline budgétaire alors que les Etats-Unis poursuivent leurs priorités de dépenses. Le CSM [souligne](#): «Cette fois, les républicains ne demandent pas de restrictions budgétaires comme condition pour soutenir le projet de loi, mais disent aux démocrates de poursuivre, comme au printemps dernier, en adoptant le plan de sauvetage américain de 1,9 billion de dollars et ils prévoient de le faire avec le budget de 3,5 billions de dollars qu'ils préparent maintenant».

«Ce n'est pas un jeu de levier à ce stade ; c'est juste un jeu de patate chaude», a déclaré Marc Goldwein, directeur principal des politiques du Comité pour un budget fédéral responsable à Washington. «Cela a été l'une des périodes les plus difficiles au cours des 100 dernières années, et c'est pourquoi je pense qu'il est tout à fait logique d'aller plus loin», «pour éviter une catastrophe économique», [a déclaré](#) le sénateur démocrate de Virginie au comité du budget, Tim Kaine. Il dit qu'il ne veut pas encombrer les générations futures de dettes, notant que les démocrates pensent qu'ils peuvent trouver des moyens de payer l'intégralité du budget de 3,5 billions de dollars qui comprend des réformes sociales radicales, y compris un collège communautaire gratuit, des prestations élargies d'assurance maladie et les projets de changement climatique.

«La limite d'endettement a été établie en 1917 pour apporter une certaine discipline budgétaire aux agences fédérales, et également pour faciliter le rôle du Congrès dans l'autorisation d'emprunts supplémentaires. Il a essentiellement dit au gouvernement: vous pouvez emprunter autant d'argent avant de devoir revenir et demander la permission d'emprunter plus. Depuis la Seconde Guerre mondiale, le plafond d'endettement a été modifié 98 fois», rappelle *The Christian Science Monitor*. Plus récemment, un accord de 2017 a suspendu la limite de la dette jusqu'au 31 juillet 2021, permettant au gouvernement d'emprunter autant qu'il en avait besoin jusque-là pour respecter ses obligations qui comprenaient les chèques de relance concernant la Covid-19 et d'autres dépenses liées à la pandémie.

Depuis le 1er août, le département du Trésor a utilisé des mesures dites extraordinaires pour continuer à payer les factures jusqu'à ce que le Congrès prenne à nouveau des mesures. *The Christian Science Monitor* souligne: «L'autre échéance urgente pour le Congrès

est le 30 septembre qui correspond à la fin de l'année fiscale».

Afin de maintenir le gouvernement en marche et pour payer les salaires des militaires et les prestations de sécurité sociale, le Congrès doit autoriser un nouveau budget. Etant donné que les démocrates se disputent toujours leur accord de 3,5 billions de dollars – les ailes progressistes et modérées du parti s'affrontant sur le prix – ils ont proposé une mesure à court terme. Dans cette législation, ils ont inclus une proposition pour suspendre la limite de la dette jusqu'en décembre 2022, permettant au gouvernement entre-temps de faire tous les emprunts nécessaires pour payer les factures. La Chambre a adopté la loi, mais le chef de la minorité sénatoriale Mitch McConnell a pris une position ferme contre elle.

Même si pas un autre centime n'était dépensé, la limite de la dette devrait encore être augmentée pour payer le financement déjà approuvé par le Congrès mais pas encore dépensé. C'est le résultat des décisions prises par les deux parties qui ont contribué à des niveaux d'endettement record qui ont atteint 128% du produit intérieur brut à la fin de l'exercice 2020. Mais, si les démocrates suspendaient le plafond de la dette jusqu'en décembre 2022, cela leur permettrait effectivement de dépenser autant de déficit qu'ils le souhaitent d'ici là.

Parce que les démocrates contrôlent la présidence, la Chambre et le Sénat, les républicains n'ont aucun moyen de réduire ces dépenses si elles sont effectuées par le biais d'un processus connu sous le nom de réconciliation budgétaire. Les démocrates ont utilisé la réconciliation pour adopter le plan de sauvetage américain de 1,9 billion de dollars au printemps dernier et ils prévoient de l'utiliser pour adopter leur budget de 3,5 billions de dollars, dirigé par le président du comité du budget, Bernie Sanders du Vermont, plus tard cette année. Ils auraient également au moins une autre opportunité, en septembre 2022, d'adopter un autre budget global sans aucun soutien du GOP (Grand Old Party-parti républicain).

Les républicains ont accusé cette semaine les démocrates d'avoir fait un chèque en blanc sur le compte des contribuables américains. «Les démocrates se précipitent vers le plan budgétaire socialiste de Bernie Sanders et les républicains ne seront pas un tampon pour cela», a déclaré le sénateur républicain, John Barrasso, du Wyoming. Dans un tweet, il [affirme](#): «Les républicains n'approuveront pas les dépenses inconsidérées des démocrates. Si les démocrates veulent faire cavalier seul en matière de dépenses, alors ils peuvent faire cavalier seul pour relever le plafond de la dette».

Ce dernier [dénonce](#) aussi l'irresponsabilité des démocrates au niveau national à vouloir suivre la politique actuelle en Californie qui ruine cet Etat américain concernant la politique énergétique.

Les républicains veulent que les démocrates abordent le plafond de la dette dans le cadre de leur processus de réconciliation budgétaire. Mais en 2017, lorsque les républicains contrôlaient la présidence, la Chambre et le Sénat, ils ont choisi de ne pas emprunter cette voie et les démocrates les ont rejoints pour suspendre la limite de la dette – un point qu'ils ramènent maintenant chez eux. Certains démocrates ont exprimé des inquiétudes quant à la portée des plans de dépenses de l'administration Biden. L'ancien secrétaire au Trésor d'Obama, Larry Summers, qui a lancé un avertissement l'hiver dernier, [a déclaré](#) à *Politico* cet été qu'il craignait de plus en plus que des dépenses massives puissent provoquer de l'inflation bien qu'il soutienne les investissements à long terme comme les infrastructures.

Citant ces avertissements, le sénateur du GOP, Charles Grassley, de l'Iowa a déclaré que si les républicains soutenaient la «frénésie de dépenses massives» des démocrates, ils «jetteraient de l'essence sur l'inflation». D'autres soutiennent que la flambée des prix est principalement due à des problèmes de chaîne d'approvisionnement pandémiques et sera de relativement courte durée.

A partir du deuxième mandat de l'ancien président, Barack Obama, une nouvelle ligne de pensée économique a commencé à prévaloir, en particulier parmi les économistes de gauche, selon laquelle le déficit budgétaire n'est pas une préoccupation aussi importante qu'on le pensait autrefois. Parmi les partisans les plus éminents se trouve Stephanie Kelton, conseillère économique du sénateur Sanders et auteur de *The Deficit Myth*.

Le sénateur Sanders – un indépendant du Vermont qui, en quelques années seulement, a vu une partie importante de la base démocrate adopter les idées socialistes démocrates qu'il prêche depuis des décennies – donne aux républicains une rude concurrence. «Il serait incompréhensible pour moi, et je pense pour le peuple américain, que vous ayez un parti républicain qui permettrait à la plus grande économie de la planète de faire défaut».

L'économiste en chef américaine de S&P Global, Beth Ann Bovino, a averti que si la nation faisait défaut sur ses dettes, l'impact économique «serait pire que l'effondrement de Lehman Brothers en 2008» quand la dernière fois les Etats-Unis ont été confrontés à cette menace de fermeture du gouvernement et à un éventuel défaut de paiement.

Olivier Renault

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)
Copyright © [Olivier Renault](#), [Observateur continental](#), 2021

Articles Par : [Olivier Renault](#)

A propos :

Olivier Renault, journaliste. Il travaillé, entre autres, pour RUE89, Die Junge Freiheit, des sociétés de production à Berlin et Hambourg pour la télévision allemande...

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si

vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca